

« Les pauvres vivent des jours d'horreur à Rio »

ECRIT PAR GABRIEL BRITO ET VALERIA NADER
18 AVRIL 2009

Nous nous trouvons au seuil de temps (encore plus) difficiles dans le pays. Avec la crise, le chômage et beaucoup de violence dans les grandes villes, les politiques, sans rompre leurs engagements, ont besoin de trouver des solutions pour combattre une telle situation. C'est ainsi qu'on a produit une série de mesures qui combattent plus les pauvres que la pauvreté. On repeint les murs, mais sans s'occuper de la structure interne de l' « édifice ».

Et, de fait, Rio est en train de devenir le théâtre d'une politique de nettoyage et de ségrégation sociale, comme le montrent les opérations « choc de l'ordre » et, maintenant, la construction de murs autour de favelas, mises en œuvre respectivement par la municipalité et le gouvernement d'Etat.

Pour la sociologue **Vera Malaguti**, de l'Institut Carioca de Criminologie, ce que nous voyons là est l'expression d'un fascisme d'Etat allié aux grands intérêts économiques. Le gouvernement a l'intention de construire 11 000 mètres de murs, de 3 mètres de hauteur, en commençant par la zone sud, où l'extension des favelas n'a pas atteint la moitié du taux d'occupation imparté à la zone ouest, de 11,5% - données de l'Institut Pereira Passos.

Vera Malaguti souligne qu'à Rio de Janeiro les pauvres sont victimes d'un harcèlement officiel toujours croissant, et sont considérés comme un « déchet humain » qu'il faut reléguer hors de la ville, dans la mesure où cette partie de la population porte préjudice aux grands projets et à la spéculation immobilière.

Correio da Cidadania: Comment voyez-vous l'idée de la municipalité de construire des murs autour de favelas, sous prétexte de préserver des espaces verts de la ville ?

Vera Malaguti: C'est une absurdité qui vient s'ajouter au cirque d'horreurs dont Rio est la scène, à travers la police qui extermine (c'est celle qui tue le plus au monde), l'exclusion des pauvres, la démolition de maisons dans des quartiers populaires non habilités...

Bref, c'est tout un festival de harcèlement organisé, orchestré par la mairie et le gouvernement d'Etat, complètement impliqués dans les grands projets privés, comme ceux qui touchent au sport, et enfermant les pauvres dans un carcan fasciste. Et, outre le mur, qui est une honte, les expulsions sont revenues à l'ordre du jour.

Toute l'opération est pilotée par le réseau Globo, avec campagne quotidienne à la RJTV¹, dans le journal *O Globo*, stigmatisant la pauvreté comme un déchet, comme quelque chose qui souille l'environnement. Et tout cela au nom des grands projets privés, une honte.

Rio de Janeiro est peut-être en train de traverser ses pires moments depuis Lacerda. On dirait un retour en force total de l'UDN², c'est terrible.

¹ Télévision carioca, appartenant au réseau Globo

² Union Démocratique Nationale

CC: Que pensez-vous du fait que les favelas choisies pour recevoir les premiers murs soient localisées dans des quartiers plus aisés ou de classes moyennes, même si l'extension récente de ces favelas reste en dessous du taux considéré comme préoccupant, comparé à d'autres notamment?

VM: Sur ce point la connivence entre gouvernement et spéculateurs immobiliers est claire, en fait, ce sont des quartiers aisés, et y avoir des pauvres ne les intéresse pas.

Ce mélange d'arrogance fasciste et d'arrangements publico-privés sinistres est tellement choquant, tellement évident! Je me laisse emporter, mais nous en arrivons à un tel point...Hier encore, un enfant a été assassiné par un policier dans le quartier de la Marée, la population tentait de protester et était réprimée de la pire manière possible par cette même police. Et cela toujours sous couvert de lutter contre les trafics.

Je pense que la fin du brizolisme à Rio a été fatale. Pour exemple, une des choses que *O Globo* a faites pour commémorer les 45 ans du coup d'Etat a été de porter des accusations insensées contre Brizola³, tout en l'associant à l'augmentation des favelas. Le vide créé par sa mort, ajouté au démantèlement des forces de gauche, a laissé le fascisme occuper la cité.

CC: Lorsqu'on considère ces actions conjointement aux opérations « choc de l'ordre », récentes elles-aussi, on voit que les politiques hygiénistes dans les grandes villes ont atteint leur paroxysme, non?

VM: Exactement. La vieille logique fasciste, avec cette manière de considérer les pauvres comme un déchet humain dans la ville, s'est renforcée, en même temps que la grande presse, de son côté, orchestre ce projet d'apartheid.

Les pauvres à Rio vivent des jours d'horreur. Je crois que les forces de gauche, libertaires, ont besoin de s'organiser contre cela. Tout a commencé par la question de la criminalité, ce qui est un problème, puisque même la gauche s'embarque dans le discours de lutte contre le trafic, toujours menée dans les favelas.

De là aux opérations « choc de l'ordre », aux mesures d'exclusion, aux murs, il n'y a qu'un pas. C'est une logique hygiéniste recyclée, au nom de l'ordre dans la ville, des grands projets de Copa, Olimpíadas, des grands capitaux qui circulent dans Rio. De tels projets sont une obsession pour le gouvernement et la mairie, qui sont toujours par monts et par vaux à la recherche de grands investissements.

Pendant ce temps, haro sur les pauvres. C'est une entreprise sinistre.

CC: Ces mesures ne peuvent-elles pas potentialiser la haine entre les classes, dans la mesure où elles renforcent une idée ségrégationniste?

VM: C'est évident, on va à l'échec. Pendant un temps, certaines forces progressistes de Rio ont accepté le programme criminel de la droite et ouvert la brèche au fascisme, lequel finit

³ Leonel Brizola (1922-2004), homme politique, président d'honneur de l'Internationale Socialiste, un des leaders de la résistance au coup d'Etat de 1964

par contaminer la question du logement, de l'environnement, où il trouve souvent refuge, comme dans cette affaire de murs, d'ailleurs.

Une des conseillères municipales du PT a été de celles qui ont le plus défendu les murs, elle parle sans cesse d'expulsions dans les favelas de la zone sud, comme celle des Tabajaras, étant donné que les espaces verts de la ville sont davantage concentrés sur la zone sud et le point 9.

De telles supercherries ouvrent la voie au fascisme le plus explicite, que nous voyons dans ce mélange d'acharnement contre les pauvres et de grands projets privés (pas toujours légaux).

CC: Croyez-vous que la construction des murs aura, d'une certaine manière, et encore qu'à court terme, un impact sur les chiffres de la criminalité?

VM: Je pense qu'elle va cloisonner les pauvres et produire d'autres effets, à l'intérieur et à l'extérieur des murs. Et c'est une violence de plus, partant, qui va entrer dans ce moulin générateur de haine.

J'espère que tout cela pourra être empêché, malgré tous les efforts de la grande presse. On fait des enquêtes d'opinion disant que les gens des favelas sont favorables au déplacement, des enquêtes pour légitimer de telles actions.. Il ne doit pas manquer de sociologues pour faire ce type de travail et dire que les pauvres sont des aliénés pour les faire emmurer et exclure de la ville.

A Rio, en ce moment même, ces forces qui comprennent les instituts de sondage, les publicitaires, la grande presse, le secteur immobilier, s'emploient à balayer totalement la pauvreté de la ville. Et la pauvreté rebelle, qui est un trait spécifique de Rio depuis longtemps, puisqu'elle fut une ville de quilombos⁴, puis une ville janguiste⁵, brizoliste...

Nous nous trouvons devant une convergence d'intérêts douteux, une nouvelle « blitzkrieg ».

CC: Dans la conjoncture actuelle, quelles seraient, à votre avis, les mesures efficaces tant à court terme qu'à long terme?

VM: Le contraire de tout cela, une autre façon de voir la ville. Construire des politiques du logement démocratiques, des projets dont les classes populaires soient les protagonistes.

Il ne suffit pas d'avoir de bons projets pour les pauvres, il faut que ces secteurs occupent une place centrale, que la jeunesse, au lieu d'être criminalisée, soit l'acteur principal de projets qui la libèrent de cette logique de murs, de prison, d'extermination. Il nous faut produire un autre projet brésilien, qui rompe avec ces paradigmes.

Il est compliqué de résoudre la violence, personne n'a la solution. Mais une ville démocratique se gère autrement, et peut ainsi produire des solutions également démocratiques et promouvant la liberté, capables de permettre que tous jouissent de la ville, malgré les différences.

⁴ Communauté d'esclaves fugitifs

⁵ João Goulart, dit Jango, dernier président de gauche avant Lula de 1961 à 1964

L'inverse de tout cela, en somme.

Valéria Nader, économiste, est éditrice au Correio da cidadanía; Gabriel Brito est journaliste.